

REVILUX S.A.

R.C.S. Luxembourg B25549

Société anonyme

L-2450 Luxembourg, 17, boulevard Roosevelt

NUMERO 2839/2016

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE – APPROBATION DE
FUSION - MODIFICATION DES STATUTS DU 20 DECEMBRE 2016**

L'an deux mille seize, le vingt décembre ;

Par-devant Nous Maître Carlo **WERSANDT**, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'“**Assemblée**”) de “**REVILUX S.A.**”, une société anonyme établie et ayant son siège social à L-2450 Luxembourg, 17, boulevard Roosevelt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 25549, (la “**Société**”), constituée le 17 février 1987 suivant acte reçu par Maître Lucien **SCHUMAN**, alors notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 134 du 14 mai 1987,

et dont les statuts (les “**Statuts**”) ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu en date du 25 janvier 2011, suivant acte reçu par Maître Emile **SCHLESSER**, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 872 du 2 mai 2011.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Claude **FABER**, expert-comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Jean **FABER**, expert-comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean **FABER**, expert-comptable, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

1. Présentation du projet de fusion par absorption entre REVILUX S.A. et FIDUCIAIRE FERNAND FABER.

2. Mise à disposition des documents prescrits par l'article 267 de la loi sur les sociétés commerciales.

3. Constatation de la réalisation de la fusion par absorption de FIDUCIAIRE FERNAND FABER par REVILUX S.A. et de ses effets.

4. Création de trois catégories d'actions, à savoir (i) des « actions de catégorie A », ordinaires, (ii) des « actions de catégorie B », sans droit de vote, bénéficiant d'un certain nombre de droits et en particulier d'un droit exclusif à la réserve distribuable existante jusqu'au jour de la date de prise d'effet de la fusion, et (iii) des « actions de catégorie C », ordinaires, et conversion des deux mille cinq cents (2.500) actions existantes en :

- mille cent quatre-vingt-six (1.186) actions de catégorie A,
- sept cent quatre-vingts (780) actions de catégorie B, et
- cinq cent trente-quatre (534) actions de catégorie C.

5. Modification de la dénomination de la société de « **REVILUX S.A.** » en « **HLB REVILUX – FIDUCIAIRE FERNAND FABER** », en abrégé « **FIDUCIAIRE FERNAND FABER** ».

6. Insertion dans les statuts d'une référence à tout accord qui pourrait être conclu entre les actionnaires, et modification subséquente du 1^{er} alinéa de l'article 1 des Statuts comme suit :

« Il est formé une société anonyme sous la dénomination de “**HLB REVILUX – FIDUCIAIRE FERNAND FABER**”, en abrégé “**FIDUCIAIRE FERNAND FABER**”, laquelle sera régie par les présents statuts et par tout accord en vigueur ou qui pourrait être conclu, à tout moment, entre les actionnaires de la Société, et pouvant être modifié, complété ou remplacé de temps à autre. »

7. Modification de l'objet social de la Société, et par conséquent de l'article 2 des Statuts, pour lui donner, à compter de la date d'effet de la fusion, la teneur suivante :

« La société a pour objet l'exécution de toute activité visée à l'article 1^{er} de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative à la profession d'expert-comptable.

La société pourra donc effectuer la domiciliation de sociétés, le contrôle contractuel des comptes, donner des conseils en matière fiscale, organiser et tenir les comptabilités et analyser, par les procédés de la technique comptable, la situation et le fonctionnement des entreprises sous leurs différents aspects économiques, juridiques et

financiers ainsi que toute activité se rattachant directement ou indirectement à la profession d'expert-comptable indépendant, à l'exclusion de toute activité commerciale. ».

8. Modification des articles 3, 5 (3^{ème} alinéa) et 11 des Statuts comme suit :

article 3 : « Le capital social est fixé à deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000,-) divisé en mille cent quatre-vingt-six (1.186) actions de catégorie A, sept cent quatre-vingts (780) actions de catégorie B et cinq cent trente-quatre (534) actions de catégorie C, d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Les actions de catégorie A et de catégorie C sont des actions ordinaires.

Les actions de catégorie B sont des actions sans droit de vote bénéficiant des droits suivants :

(i) En cas de répartition des bénéfices le droit à un dividende privilégié et récupérable correspondant à vingt-cinq pour cent (25%) du bénéfice distribué, le solde étant à répartir entre tous les actionnaires quelle que soit la catégorie des actions qu'ils détiennent, au prorata de leur participation dans le capital social.

(ii) Un droit privilégié au remboursement de leur apport.

(iii) Un droit de vote dans les cas prévus à l'article 46 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

(iv) Pour le surplus, ils auront les mêmes droits que les actionnaires détenteurs d'actions de catégorie A, notamment un droit préférentiel de souscription lors de l'émission d'actions (qu'elles soient de catégorie A, B ou C) et un droit à la distribution d'un bénéfice de liquidation.

Les actions sont nominatives.

En cas d'augmentation de capital, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous conditions prévues par la loi. »

article 5, 3^{ème} alinéa : « Vis-à-vis des tiers, la société se trouve engagée en toutes circonstances par (i) la signature individuelle de chaque administrateur-délégué, soit par (ii) la signature conjointe de deux administrateurs, soit encore par (iii) la signature conjointe d'un fondé de pouvoir et d'un administrateur. La société sera encore valablement engagée par la signature individuelle ou les signatures conjointes de toute(s) personne(s) à qui un pouvoir spécial aura été valablement délégué par le conseil d'administration, mais seulement dans les limites de ces pouvoirs. ».

article 11 : « L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net au profit de tous les actionnaires, compte tenu de leur participation dans le capital.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par les présents statuts et par la loi. »

9. Confirmation des divers mandats et fonctions au sein de la Société.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant et restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées “*ne varietur*” par les mandataires, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront également annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que, les actionnaires, présents ou représentés, déclarant avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

F) Qu'un projet commun de fusion par absorption a été établi par-devant le notaire instrumentant le 3 novembre 2016 entre la Société et sa filiale, la société anonyme “FIDUCIAIRE FERNAND FABER”, établie et ayant son siège social à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 54231 (la “**Société Absorbée**”), enregistré à Luxembourg A.C. 2 le 4 novembre 2016, relation 2LAC/2016/22851, et publié au Recueil électronique des sociétés et associations (“**RESA**”), journal numéro RESA_2016_139 du 8 novembre 2016.

La Société Absorbante étant l'actionnaire unique de la Société Absorbée, ledit projet commun de fusion prévoit que l'opération de fusion par voie d'absorption est réalisée conformément aux dispositions des articles 278 et suivants de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la “**Loi**”).

G) Que les documents prescrits par l'article 267 (1) de la Loi, à savoir :

- le projet commun de fusion ;
- les comptes annuels ainsi que les rapports de gestion des trois (3) derniers exercices des sociétés qui fusionnent ;
- l'état comptable arrêté au 30 septembre 2016 pour chacune des sociétés qui fusionnent ;

ont été mis à la disposition des actionnaires des sociétés qui fusionnent au moins un mois avant la date des présentes.

Ceci ayant été exposé, l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée constate que le projet commun de fusion par absorption entre REVILUX S.A. et FIDUCIAIRE FERNAND FABER, arrêté par les conseils d'administration des deux sociétés concernées le 3 novembre 2016, enregistré à Luxembourg A.C. 2 le 4 novembre 2016, relation 2LAC/2016/22851, qui leur a été présenté, a été publié au RESA, journal numéro RESA_2016_139 du 8 novembre 2016, conformément à l'article 262 de la Loi.

Ce projet prévoit l'absorption de FIDUCIAIRE FERNAND FABER par REVILUX S.A., la fusion devant s'opérer par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée, de l'ensemble de son patrimoine, activement et passivement, sans exception ni réserve, à la Société Absorbante.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée confirme que tous les documents requis par l'article 267 (1) de la Loi ont été tenus à la disposition des actionnaires, au siège social de la Société, au moins un mois avant la date de la présente Assemblée.

L'Assemblée constate et confirme, conformément à ce qui a été précédemment exposé, qu'étant donné que la présente opération de fusion est soumise aux dispositions des articles 278 et suivants de la Loi, aucun rapport des organes d'administration (tel que mentionné à l'article 265 de la Loi) ni aucun examen et rapport d'expert (tel que mentionné à l'article 266 de la Loi) ne sont requis.

TROISIEME RESOLUTION

Compte tenu de ce qui précède, l'Assemblée décide d'approuver le projet de fusion et constate la réalisation de la fusion entre la Société et la société FIDUCIAIRE FERNAND FABER, aux conditions prévues par le projet commun de fusion.

En outre, l'Assemblée constate que la fusion devient effective entre parties à compter du 1^{er} janvier 2017, entraînant de plein droit et simultanément les effets visés à l'article 274, notamment la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société FIDUCIAIRE FERNAND FABER à la Société Absorbante, sans préjudice des dispositions de l'article 273 de la Loi.

Enfin, l'Assemblée constate que, d'un point de vue comptable, les opérations de la Société Absorbée seront considérées comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante à compter du 1^{er} janvier 2017.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide de créer trois catégories d'actions, à savoir (i) des « actions de catégorie A », ordinaires, (ii) des « actions de catégorie B », sans droit de vote, bénéficiant d'un certain nombre de droits et en particulier d'un droit exclusif à la réserve distribuable existante jusqu'au jour de la date de prise d'effet de la fusion, et (iii) des « actions de catégorie C », ordinaires.

L'Assemblée décide de convertir les deux mille cinq cents (2.500) actions existantes en :

- mille cent quatre-vingt-six (1.186) actions de catégorie A,
- sept cent quatre-vingts (780) actions de catégorie B, et
- cinq cent trente-quatre (534) actions de catégorie C,

les nouvelles actions étant attribuées aux actionnaires au pro-rata de leur participation actuelle dans le capital social.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide de modifier la dénomination de la société de « **REVILUX S.A.** » en « **HLB REVILUX – FIDUCIAIRE FERNAND FABER** », en abrégé « **FIDUCIAIRE FERNAND FABER** ».

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide d'insérer, dans les statuts, une référence à tout accord qui pourrait être conclu entre les actionnaires et de modifier par conséquent le 1^{er} alinéa de l'article 1 des Statuts comme suit :

« Il est formé une société anonyme sous la dénomination de “**HLB REVILUX – FIDUCIAIRE FERNAND FABER**”, en abrégé “**FIDUCIAIRE FERNAND FABER**”, laquelle sera régie par les présents statuts et par tout accord en vigueur ou qui pourrait être conclu, à tout moment, entre les actionnaires de la Société, et pouvant être

modifié, complété ou remplacé de temps à autre. »

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide de modifier l'objet social de la Société, et par conséquent l'article 2 des Statuts, pour lui donner, à compter de la date d'effet de la fusion, la teneur suivante :

« La société a pour objet l'exécution de toute activité visée à l'article 1^{er} de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative à la profession d'expert-comptable.

La société pourra donc effectuer la domiciliation de sociétés, le contrôle contractuel des comptes, donner des conseils en matière fiscale, organiser et tenir les comptabilités et analyser, par les procédés de la technique comptable, la situation et le fonctionnement des entreprises sous leurs différents aspects économiques, juridiques et financiers ainsi que toute activité se rattachant directement ou indirectement à la profession d'expert-comptable indépendant, à l'exclusion de toute activité commerciale. ».

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide de modifier les articles 3, 5 (3^{ème} alinéa) et 11 des Statuts comme suit :

article 3 : « Le capital social est fixé à deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000,-) divisé en mille cent quatre-vingt-six (1.186) actions de catégorie A, sept cent quatre-vingts (780) actions de catégorie B et cinq cent trente-quatre (534) actions de catégorie C, d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Les actions de catégorie A et de catégorie C sont des actions ordinaires.

Les actions de catégorie B sont des actions sans droit de vote bénéficiant des droits suivants :

(i) En cas de répartition des bénéfices le droit à un dividende privilégié et récupérable correspondant à vingt-cinq pour cent (25%) du bénéfice distribué, le solde étant à répartir entre tous les actionnaires quelle que soit la catégorie des actions qu'ils détiennent, au prorata de leur participation dans le capital social.

(ii) Un droit privilégié au remboursement de leur apport.

(iii) Un droit de vote dans les cas prévus à l'article 46 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

(iv) Pour le surplus, ils auront les mêmes droits que les actionnaires détenteurs d'actions de catégorie A, notamment un droit préférentiel de souscription lors de l'émission d'actions (qu'elles soient de catégorie A, B ou C) et un droit à la distribution d'un bénéfice de liquidation.

Les actions sont nominatives.

En cas d'augmentation de capital, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous conditions prévues par la loi. »

article 5, 3^{ème} alinéa : « Vis-à-vis des tiers, la société se trouve engagée en toutes circonstances par (i) la signature individuelle de chaque administrateur-délégué, soit par (ii) la signature conjointe de deux administrateurs, soit encore par (iii) la signature conjointe d'un fondé de pouvoir et d'un administrateur. La société sera encore valablement engagée par la signature individuelle ou les signatures conjointes de toute(s) personne(s) à qui un pouvoir spécial aura été valablement délégué par le conseil d'administration, mais seulement dans les limites de ces pouvoirs. ».

article 11 : « L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net au profit de tous les actionnaires, compte tenu de leur participation dans le capital.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par les présents statuts et par la loi. »

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée décide de confirmer les divers mandats et fonctions au sein de la Société, à savoir :

(i) aux postes d'administrateurs:

- Monsieur Claude **FABER**, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15 boulevard Roosevelt,

- Monsieur Jean **FABER**, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15 boulevard Roosevelt, et

- Monsieur Didier **KIRSCH**, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15 boulevard Roosevelt,

(ii) aux postes d'administrateurs-délégués:

- Monsieur Claude **FABER**, prénommé, et

- Monsieur Jean **FABER**, prénommé,

(iii) en qualité de fondés de pouvoirs:

- Madame Jeanne **PIECK**, employée, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15 boulevard Roosevelt, et

- Monsieur Lionel **CAPIAUX**, employé, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15 boulevard Roosevelt.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DECLARATION

Le notaire soussigné atteste, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société en relation avec la fusion.

FRAIS

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes, s'élève à environ mille quatre cents euros (1.400,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, le notaire, la présente minute.

Signé: C. FABER, J. FABER, C. WERSANDT

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 22 décembre 2016

2LAC/2016/27066

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur, (signé) André MULLER

POUR EXPEDITION CONFORME

délivrée;

Luxembourg, le 27 décembre 2016